

Conseil de gouvernement du jeudi 07 juin 2012



La hausse des prix des carburants "fondée sur des données objectives" (El Khalfi)

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a souligné, jeudi à Rabat, que la décision "courageuse et responsable" du gouvernement d'augmenter les prix des carburants a été "fondée sur des données objectives".

"La décision du gouvernement d'augmenter les prix des carburants s'est basée sur des données objectives relatives à la hausse des cours de pétrole sur le marché mondial qui ont conduit à l'accroissement des dépenses de la Caisse de compensation, estimées à 22 milliards de dirhams (MMDH) sur un total de 32 MMDH", a expliqué le ministre lors d'une rencontre avec la presse à l'issue du Conseil de gouvernement.

Il a relevé que la poursuite de cette tendance haussière des dépenses de la Caisse aurait pu dépasser les 56 MMDH, à la fin de l'année en cours.

L'augmentation des prix, décidée sur la base du maintien de la subvention des prix du gasoil, permettra un gain de 5 MMDH en plus des retombées de la révision des cours de pétrole au niveau mondial estimées à 5 MMDH, a-t-il soutenu.

Il a noté que la rationalisation des dépenses publiques pourrait générer 5 MMDH en plus de 3 MMDH au titre du recouvrement des taxes accumulées.

Le gouvernement consent des efforts visant à limiter les pertes au niveau des dépenses de la Caisse de compensation et qui auront un impact sur les équilibres macro-économiques, le financement de l'investissement public et le soutien destiné aux catégories vulnérables, a-t-il indiqué.

Il a poursuivi que l'action du gouvernement concerne, d'une part, la réforme de la Caisse sensée bénéficier aux couches démunies et, d'autre part, la lutte contre les hausses des prix qui affectent le pouvoir d'achat des citoyens, en particulier les prix du transport en commun et des marchandises et des denrées alimentaires de base.

M. El Khalfi a attiré l'attention sur la volonté du gouvernement à entamer, avec les professionnels et les syndicats du transport routier et la Confédération générale des entreprises du Maroc, un dialogue devant consolider la responsabilité collective pour relever les défis économiques et sociaux auxquels le Maroc est confronté.

Le ministre de l'enseignement supérieur formule des propositions pour la relance de l'université marocaine

Le ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres, Lahcen Daoudi a formulé, jeudi, des propositions tendant à relancer l'université marocaine.

Lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, le ministre de la Communication, Porte-Parole du gouvernement, M. Mustapha El Khalfi a indiqué que M. Daoudi a formulé nombre de propositions pour construire la société et l'économie du savoir afin d'accroître l'aptitude des lauréats de l'enseignement supérieur à intégrer le marché du travail, améliorer la bonne gouvernance du secteur, promouvoir un système dynamique de recherche scientifique, améliorer les prestations sociales destinées aux étudiants, réviser l'arsenal juridique régissant le secteur et renforcer la stratégie de coopération internationale.

Dans son exposé sur la situation actuelle de l'enseignement supérieur et les perspectives de travail du ministère, M. Daoudi a exposé un certain nombre de données et de chiffres intéressant l'enseignement universitaire, la formation des cadres et l'enseignement privé.

Se référant à des statistiques de l'année universitaire 2010-2011, il a indiqué que 475.907 étudiants sont

inscrits dans 361 établissements sous la supervision de 13.543 professeurs permanents, alors que le nombre des lauréats des universités s'établit à 40.000.

S'agissant de l'enseignement supérieur privé, M. Daoudi a indiqué que 35.648 étudiants sont inscrits dans des instituts de l'enseignement privé, toutes branches confondues lesquels s'élèvent à 1.117, avec une prédominance à hauteur de 73 pc des études en gestion, du commerce et de la communication.

Evoquant la formation des ingénieurs, le ministre a fait part d'une offre limitée en comparaison avec les véritables besoins, précisant qu'au titre de l'année universitaire 2011-2012, il y avait 40.000 candidats contre 2.000 places vacantes.

Adoption du Protocole de 1996 se rapportant à la Convention sur la prévention de la pollution marine et d'un accord sur le transport routier entre le Maroc et la Turquie

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi, a adopté Protocole de 1996 se rapportant à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers et un accord sur le transport routier conclu entre le Maroc et la Turquie, tels que présentés par le ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération.

Selon le le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, qui s'exprimait lors d'un point de presse à l'issue de ce Conseil, ce dernier a examiné et adopté le projet de loi no 54-12 portant approbation du Protocole de 1996 de la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières, et de trois annexes.

Ce protocole vise la protection de l'environnement de toute source de pollution et la prise des mesures nécessaires pour prévenir et réduire la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et d'autres matières, a ajouté le ministre.

Le Conseil a aussi adopté le projet de loi no 63-12 portant approbation d'un accord conclu entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de la République de Turquie, relatif au transport routier des passagers et des marchandises et son protocole d'application, signés le 19 mars dernier à Ankara.

Cet accord vise le développement des relations économiques, commerciales et touristiques entre les deux pays et l'élargissement de la coopération bilatérale dans le domaine du transport routier.

Conformément à cet accord, une commission mixte sera mise sur pied avec pour mission de traiter les questions relatives à la mise en œuvre de cet instrument, dont la délivrance des autorisations de transport de voyageurs. Elle sera composée de délégués désignés par les autorités compétentes des deux pays.